

NOUVELLE GRÈVE DE TROIS JOURS RENOUVELABLE DANS L'ÉDUCATION

Quel impact sur le calendrier scolaire ?

L'Intersyndicale s'est prononcée samedi sur un nouveau mouvement de grève de trois jours par semaine renouvelable. Le secteur de l'éducation est le secteur le plus touché par ce débrayage qui, lors du précédent mouvement, a paralysé les établissements scolaires avec un taux de suivi dépassant les 75%. Quel sera l'impact de la grève sur le calendrier scolaire ? Les syndicats autonomes rassurent que «si la situation n'empire pas», les cours perdus sont jusqu'à présent «récupérables». Dans le cas contraire, l'année scolaire est menacée, avertissent-ils.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La grève n'a pas encore atteint un seuil critique pour parler d'une année scolaire en péril. Cependant, si les enseignants mettent en exécution leur menace d'aller vers une grève illimitée, devant «l'entêtement» des pouvoirs publics à ne pas répondre à leur revendication, l'année scolaire sera en danger.

Jusqu'à présent, les cours non dispensés, lors des quatre jours de grève du mois d'octobre derniers et ceux qui ne seront pas dispensés durant les six jours du prochain mouvement du 21 novembre prochain, sont récupérables, rassurent les syndicats. Cependant, les enseignants acceptent de rat-

traper les cours perdus en dehors des heures du travail à la seule condition de ne pas subir des ponctions sur le salaire des journées de grève.

«Nous avons rattrapé dans le passé beaucoup plus que ça mais à l'époque, le ministère de l'Éducation a renoncé à faire des ponctions sur les salaires des grévistes. La loi certes stipule qu'une journée non travaillée est une journée non rémunérée mais nous ne travaillerons pas non plus si nous ne sommes pas payés», a déclaré Meziane Meriane, coordonnateur du Snapest (Syndicat autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique), qui estime que la ministre de



L'année scolaire en péril.

l'Éducation s'est précipitée en décidant des ponctions sur les salaires des grévistes.

D'ailleurs, selon le syndicaliste, la responsabilité de cette situation incombe aux pouvoirs publics seuls. «Comme dans toutes les grèves, l'impact de notre mouvement sur les cours et l'année scolaire est direct, nous souhaitons

être appelés à une concertation et à un dialogue pour mettre fin à ce mouvement, car nous avons tiré la sonnette d'alarme depuis le mois de juin dernier sur le dossier de la retraite que nous avons jugé comme étant une décision hâtive mais nous avons eu droit qu'à du mépris de la part du gouvernement alors que s'il y avait eu un mini-

mum de considération à l'égard des syndicats autonomes, on n'en serait pas arrivé là», a soutenu M. Meriane.

Du retard sur l'année scolaire certes il y en a, atteste Idir Achour, porte-parole du Conseil des lycées d'Algérie (CLA), mais la situation n'est pas encore critique, rassure-t-il. «En terme de connaissances, les élèves en auront moins cette année par rapport à ce que nous pouvons leur transmettre habituellement», a-t-il déclaré.

Selon Idir Achour, si le gouvernement répond aux revendications des grévistes, il y a des techniques pédagogiques que les enseignants mettent en place pour récupérer les cours perdus. Dans le cas où les pouvoirs publics s'entêtent à fermer les portes du dialogue, dit-il, l'année scolaire sera malheureusement en péril.

L'Intersyndicale a décidé d'aller vers une grève illimitée à partir du mois de décembre si le gouvernement n'entame pas des négociations sur le dossier de la retraite. La balle est donc dans le camp des pouvoirs publics.

S. A.

SNVI ROUIBA

Syndicat et employeur optent pour la trêve

Rebondissement dans l'affaire du groupe SNVI. La direction générale joue l'apaisement et se déclare «disposée au dialogue dans une totale transparence». Un retournement de situation que le syndicat du groupe a vite saisi et lance de son côté un appel «aux travailleurs à rejoindre leurs postes de travail et demeurer vigilants».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les événements se sont accélérés ce dimanche, sixième jour de grève générale au niveau de la SNVI. Alors que le syndicat a campé sur sa position de ne pas céder d'un iota dans ses revendications «tant que l'employeur n'affiche pas sa volonté d'entamer le dialogue», ce dernier et contre toute attente lance un appel aux travailleurs du groupe SNVI «pour rejoindre leur poste de travail dans la sérénité» et exprime à l'occasion «sa disponibilité au dialogue dans une totale transparence».

Aussitôt, le syndicat du groupe SNVI se réunit en «urgence» et diffuse lui aussi un appel à l'adresse des travailleurs. Tous ces événements se sont déroulés dans l'après-midi d'hier, après des interventions venues, dit-on, «d'en haut».

En effet, l'intervention du secrétaire général de l'UGTA du côté syndical, mais aussi «gouvernemental» du côté du département de l'industrie était à l'origine de ce «dénouement temporaire» de la crise.

Une crise qui a plongé le groupe SNVI dans un malaise sans précédent dans toute la zone industrielle de Rouiba. Il n'en demeure pas moins que cette disponibilité affichée par les représentants des travailleurs pour surseoir à leur mouvement de grève est conditionnée par certaines revendications contenues dans l'appel lancé en la circonstance. En effet, le syndicat du groupe SNVI a réitéré ses principales revendications, à savoir «la dénonciation de la mauvaise gestion à tous les niveaux du groupe, la désignation de nouveaux managers compétents, capables de relancer l'activité, le maintien de la retraite sans condition d'âge après 32 années de cotisations, le maintien

de la retraite proportionnelle avec un ajustement graduel de l'âge». Pour sa part, la direction générale du groupe SNVI, tout en déclarant «respecter le choix des travailleurs de faire valoir leur droit à la retraite», n'a pas hésité toutefois à pointer du «doigt certains courants néfastes qui ont créé un climat déstabilisateur, y allant du

bien-être des travailleurs et de la pérennité du groupe SNVI et dont les intérêts se trouvent menacés».

Dans le document affiché à l'intérieur du complexe SNVI, l'employeur ne donne pas plus de précisions sur ces accusations. Une donne qui a failli relancer les hostilités entre les deux parties, «si ce n'est ces mêmes

interventions qui sont venues d'en haut». A ce propos, on indique que le «retour au calme au sein du groupe SNVI» a eu lieu grâce à l'intervention du SG de l'UGTA et du ministre de l'Industrie. Il n'en demeure pas moins que cette «trêve» reste précaire. Des rebondissements ne sont pas à exclure.

A. B.

RND

Les redresseurs défient Ouyahia

Les redresseurs en chef du RND défient la direction du parti, qui les accuse de nourrir des «ambitions parlementaires», de ne pas candidater aux prochaines élections législatives.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - «Chiche, que les membres du bureau national décident de ne pas se porter candidats aux prochaines élections législatives», lance Nouria Hafsi, l'un des membres les plus en vue du mouvement de redressement du RND. «Une instance dont tous les membres cumulent au minimum deux mandats si ce n'est pas trois pour certains d'entre eux», affirme notre interlocutrice qui soutient encore, «qu'aucun de la dizaine de membres chapeautant ce mouvement de redressement à l'échelle nationale ne nourrit d'ambition électorale».

Et à Hafsi d'affirmer qu'elle-même et ses trois autres camarades, Tayeb Zitouni, Mokhtar Boudina, et Smati Zoghbi, que la direction du parti vient de traduire devant les commissions de discipline de leurs wilayas respectives, ne sont nullement étonnés de cette pratique d'Ouyahia qui excelle, selon elle, dans la «marginalisation et l'exclusion». Pour elle, «c'est un problème purement politique qu'elle et ses pairs du mouvement de redressement soulèvent depuis le temps ; le RND, selon elle, ayant perdu ses fondamentaux et dévié de sa ligne idéologique, et non un souci organique». Et un problème politique nécessite «l'ouverture d'un débat, de concertations et non pas la traduction



Ahmed Ouyahia, SG du RND.

devant la commission de discipline», a-t-elle encore soutenu, accusant, dans ce sillage, Ouyahia d'être «un dictateur qui n'a jamais accepté les opinions d'autrui», le défiant de faire ce qu'elle fait elle-même sur le terrain. Pour la secrétaire générale de l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA), Ouyahia «n'a jamais été un homme politique et il ne le sera jamais», l'accusant de «ne s'occuper que de sa propre carrière» avec son «rêve fou d'être un jour Président». Ce pourquoi, d'ailleurs, a-t-elle poursuivi, le RND n'est qu'un tremplin, une sorte de «passage obligé».

Hafsi estime que ces pratiques «doivent bien cesser un jour», ce pourquoi le mouvement de redressement du RND travaille. A rappeler que le secrétaire général du parti a

ordonné la semaine écoulée de traduire les responsables du mouvement de contestation devant les commissions de discipline de leurs wilayas, ceci en droite ligne d'une résolution du bureau national.

Il s'agit du quatuor Nouria Hafsi, Tayeb Zitouni, Mokhtar Boudina et Smati Zoghbi auxquels il est reproché la «poursuite des comportements anarchiques qui continuent à contester les dispositions du cinquième congrès».

Des redresseurs qui, le 29 octobre dernier, à l'issue d'un conclave tenu à Alger, ont menacé la direction nationale du parti de présenter des listes électorales parallèles à celles de leur parti lors des prochaines législatives.

M. K.